

La confiance en la démocratie s'érode peu à peu dans les sociétés occidentales. Ce constat doit être une invitation à expérimenter d'autres modèles de démocratie pour redonner davantage de place à la participation citoyenne !



Les dernières élections présidentielles américaines et françaises ont confirmé la tendance de ses dernières années : la confiance en la démocratie s'érode peu à peu dans les sociétés occidentales. Tout d'abord, des deux côtés de l'Atlantique, les taux de participation ont été exceptionnellement bas. Seulement 53 pourcents des électeurs se sont déplacés vers les urnes aux Etats-Unis tandis qu'en France, l'abstention pour le second tour des présidentielles a été estimée à 25.3 pourcents, score historique depuis 1969., ce qui s'est traduit par un rejet ou un désintérêt d'une partie importante de la population. Par ailleurs, les deux grands vainqueurs, aux visions de la société certes très différentes, ont comme point commun d'avoir bâti une partie de leur succès sur base d'une condamnation de la classe politique traditionnelle de la part des citoyens. Ainsi, l'ascension de Donald Trump s'est clairement construite autour d'un discours « anti-système » incarné par Hillary Clinton. Quant à Emmanuel Macron, il a su exploiter la brèche ouverte par la déroute du parti des Républicains et l'effondrement du parti socialiste pour se frayer une place jusqu'à la plus haute fonction de son pays. Pour Evelyne Pieller, journaliste au Monde diplomatique, Une bonne partie du peuple ne se reconnaît plus dans ses représentants habituels, et se choisit des outsiders, dont certains paraissent dangereusement antidémocrates <sup>[1]</sup>Evelyne

PIEILLER, Pathologie de la démocratie, dans le Monde diplomatique, juin 2017.. Ce plébiscite en faveur de figures « providentielles » qui promettent de faire table-rase du passé est à la mesure d'un certain ras-le-bol et de l'espoir en un changement profond. Supériorité de la démocratie A côté de cette méfiance vis-à-vis du monde politique qui se cristallise pendant les périodes électorales, on voit également émerger des discours en faveur d'autres modèles. Le peuple étant capable d'envoyer à la tête de son pays des individus comme Donald Trump, certains estiment qu'il faudrait plutôt confier les clefs du pouvoir à des économistes, des ingénieurs ou un groupe de « sages » soucieux des intérêts de tous. Ces aspirations à une forme de technocratie ou de despotisme éclairé traduisent également un désenchantement vis-à-vis d'un modèle politique consacrant le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple <sup>[2]</sup>Cette célèbre formule est attribuée à l'anti-esclavagiste et ex-président des États-Unis, Abraham Lincoln, au XIXème siècle.. Mais comment mettre en place alors de tels modèles de société ? La prise du pouvoir par la force étant illégitime sous peine de verser dans la barbarie, comment se mettre alors d'accord sur le choix de ces experts ou de ces sages autrement que par la voie du suffrage universel ? Sans l'obligation de devoir rendre des comptes de ses actes à la population ou à une opposition, comment s'assurer que ces personnes n'abuseront pas de leur pouvoir ? Comment être certain enfin que ces personnes vont défendre l'intérêt commun ? Dès lors, un modèle conférant le pouvoir à une certaine élite paraît impossible à mettre en place sans violence et peu susceptible de garantir la meilleure recherche du bien commun ou de justice. Quelles que soient les crises sérieuses que notre système politique traverse, la démocratie demeure le meilleur système, car, comme l'énonce Pierre-Etienne Vandamme, chercheur à l'UCL, Les risques d'abus et d'injustices sont moindres quand on donne le pouvoir ultime à tout le monde (même si ce pouvoir est ensuite délégué) <sup>[3]</sup>Pierre-Etienne VANDAMME, La route démocratique vers la justice, thèse pour l'année académique 2016-2017, Louvain-la-Neuve.. Pour quelles raisons ? Tout d'abord, la prise de décisions ouverte à une grande diversité de représentants d'un peuple offre une plus grande probabilité d'arriver à des choix de société justes car le nombre d'informations pertinentes sur un sujet augmente. Pour donner une image, il y a plus d'idées potentiellement intéressantes dans cent têtes issues d'horizons différents que dans dix têtes d'individus occupant des positions similaires dans la société. Par ailleurs, l'ouverture de la politique au plus grand nombre permet de prendre connaissance de la diversité des préoccupations d'une société, notamment celles des multiples minorités. Ensuite, à travers le débat contradictoire, cœur même de l'expérience démocratique, le raisonnement de chacun a la possibilité d'être testé par la confrontation aux raisonnements des autres, ce qui permet une progression d'idées qui serait moins féconde dans le cadre de réflexions menées par une seule personne ou un petit groupe d'individus au profil homogène. Toutefois, proclamer la supériorité de la démocratie sur tout autre système politique ne dispense pas de prendre au

sérieux de nombreuses critiques adressées aux fonctionnements de notre société. Sous plusieurs points de vue, nos démocraties sont malades. Nos régimes souffrent d'une crise de légitimité et d'efficacité. Ainsi, tandis que les classes populaires ne se sentent pas écoutées et très peu représentées, de nombreuses personnes ont de sérieux doutes quant à la capacité de nos représentants politiques à relever les grands défis de société comme la lutte contre le changement climatique, la réduction des inégalités ou l'accès à une activité épanouissante pour tous et chacun. Ce constat doit être une invitation à expérimenter d'autres modèles de démocratie ou à repenser nos modes d'organisation de vie en société !

**Le pouvoir de l'argent** Certains dysfonctionnements de notre démocratie s'expliquent notamment par le pouvoir excessif des détenteurs de capitaux sur le destin des peuples. Comme l'affirme Paul Robin Krugman, Prix Nobel d'économie en 2008, la concentration extrême des revenus est incompatible avec la démocratie réelle. *Est-ce que quelqu'un de sérieux peut dénier que le [système politique est déformé par l'argent](#) ?* Au niveau européen, le phénomène est manifeste. La pression exercée par les lobbies des multinationales, des banques et des pouvoirs financiers sur la Commission européenne <sup>[4]</sup>Valéry WITSEL, Les nouvelles luttes citoyennes. Mise en perspective à travers le TTIP, Etude Justice et Paix 2016, p.21. a des répercussions importantes sur les lois votées au Parlement européen, lesquelles orientent les politiques économiques des Etats. Par ailleurs, bon nombre de décisions politiques sont prises sur base de conjonctures économiques internationales, sans débats sereins et transparents préalables. Au final, les citoyens sont dépossédés d'un grand nombre de moyens d'agir sur leur destin ! Place à l'imagination ! Pour la grande majorité des gens, la démocratie est synonyme d'élections. Mais comme le montre Yves Sintomer <sup>[5]</sup>Yves SINTOMER, Petite histoire de l'expérimentation démocratique, Éditions La Découverte, 2011., la démocratie existe depuis 2500 ans et cela ne fait que 200 ans qu'elle se décline quasi exclusivement sous sa modalité électorale. Dans la Grèce antique, la démocratie représentative s'organisait par le tirage au sort et non par les élections. Ce qui était alors le fondement de la démocratie n'est pas le suffrage universel mais le débat public entre citoyens. Cela montre que la démocratie n'est pas un bloc immuable. Au contraire, ce régime politique peut se décliner selon une grande variété de modèles. Depuis les dernières décennies, de nombreuses expériences alternatives se multiplient. Celles-ci visent à donner davantage le pouvoir de décision et de contrôle aux citoyens sur la vie individuelle et collective. Du coopérativisme au municipalisme, de l'intelligence collective aux assemblées citoyennes, tant au niveau des quartiers qu'au niveau des villes ou des régions, des citoyens ou des élus mettent en place des méthodologies nouvelles ou anciennes de démocratie participative. Dans tous les cas, il s'agit de concevoir le citoyen comme un acteur responsable, capable de proposer, innover et délibérer, et non plus seulement comme un électeur dont l'implication politique se résumerait périodiquement au glissement d'un bulletin de vote dans une urne. Toutes ces expérimentations doivent nous servir

d'inspiration pour donner vie à des dispositifs qui (re)donnent une juste place au débat et à l'action citoyenne ! **Marinaleda, un village « autogéré »** Marinaleda, village andalou de plus ou moins 3000 habitants, fonctionne depuis 1979 en « autogestion »<sup>[6]</sup> [Axel LECLERQ, Marinaleda : démocratie directe, 0 chômage et 0 misère, 10 août 2015.](#) Ce modèle implique, entre autres, que chaque proposition politique est discutée et prise lors d'assemblées générales à laquelle chaque citoyen a la possibilité de participer. Le maire du village estime qu'une décision est représentative de la volonté collective lorsqu'environ 80% des personnes y adhèrent. Ce modèle alternatif de démocratie a débouché sur des résultats étonnants : du travail pour tout le monde via une coopérative, une absence totale de délinquance et de police ou une politique de logement accessible à tous (des matériaux gratuits et 15 euros de loyer par mois) pour autant que chacun se retrouve les manches, avec l'aide des voisins, pour construire sa maison. **Bologne, une ville en ébullition !** Depuis 1995, la Mairie de Bologne en Italie a mis sur pied le réseau citoyen Iperbole dont l'objectif est d'associer à un modèle de démocratie représentative une « démocratie continue » qui donne une large place aux débats entre citoyens<sup>[7]</sup> [Véronique KLECK, Entretien de Leda GUIDI, Vers une démocratie continue, 24 avril 2007.](#) La création de nouveaux espaces de débats, avec des médiateurs et facilitateurs, en relation directe avec les élus locaux, reconnecte les habitants avec « la chose publique » et redonne du souffle à la démocratie. Plus qu'une simple consultation publique où chacun parle pour soi sans se confronter à l'autre, ces lieux réels ou virtuels permettent à différentes composantes de la société de se connaître, d'échanger des arguments et de peser sur les choix de société.

### **Bibliographie**

- Véronique KLECK, Entretien de Leda GUIDI, Vers une démocratie continue, 24 avril 2007. [http://grit-transversales.org/dossier\\_article.php?id\\_article=175](http://grit-transversales.org/dossier_article.php?id_article=175)
- Axel LECLERQ, Marinaleda : démocratie directe, 0 chômage et 0 misère, 10 août 2015. <http://positivr.fr/marinaleda-espagne-village-utopie/>
- Bernard MANIN, Principes du gouvernement représentatif, Flammarion, 1995.
- Evelyne PIEILLER, Pathologie de la démocratie, dans le Monde diplomatique, juin 2017.
- Yves SINTOMER, Petite histoire de l'expérimentation démocratique, Éditions La Découverte, 2011.
- Pierre-Etienne VANDAMME, La route démocratique vers la justice, thèse pour l'année académique 2016-2017, Louvain-la-Neuve.
- David VANREYBROUCK, Contre les élections, Babel, 2013.
- Valéry WITSEL, Les nouvelles luttes citoyennes. Mise en perspective à travers le TTIP, Etude Justice et Paix 2016.
- [www.lemonde.fr/election-presidentielle-2017/article/2017/05/07/](http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2017/article/2017/05/07/)

**Angela Ocampo & Valéry Witsel****Documents joints**

[Des démocraties à réinventer](#)

Notes

Notes

- ↑<sup>1</sup> Evelyne PIEILLER, Pathologie de la démocratie, dans le Monde diplomatique, juin 2017.
- ↑<sup>2</sup> Cette célèbre formule est attribuée à l'anti-esclavagiste et ex-président des États-Unis, Abraham Lincoln, au XIX<sup>ème</sup> siècle.
- ↑<sup>3</sup> Pierre-Etienne VANDAMME, La route démocratique vers la justice, thèse pour l'année académique 2016-2017, Louvain-la-Neuve.
- ↑<sup>4</sup> Valéry WITSEL, Les nouvelles luttes citoyennes. Mise en perspective à travers le TTIP, Etude Justice et Paix 2016, p.21.
- ↑<sup>5</sup> Yves SINTOMER, Petite histoire de l'expérimentation démocratique, Éditions La Découverte, 2011.
- ↑<sup>6</sup> Axel LECLERQ, [Marinaleda : démocratie directe, 0 chômage et 0 misère, 10 août 2015.](#)
- ↑<sup>7</sup> [Véronique KLECK, Entretien de Leda GUIDI, Vers une démocratie continue, 24 avril 2007.](#)